

2 – Un référendum sur le désarmement nucléaire unilatéral de la France

Étienne Godinot
Jean-Marie Muller

27.02.2012



2 – Un référendum sur le désarmement nucléaire unilatéral de la France

Sommaire

- La France peut-elle renoncer à l'arme nucléaire ?
- Un projet réalisable
 - L'improbabilité du désarmement « multilatéral, progressif, simultané et contrôlé »
- Pour sortir de l'impasse
- Le rôle de la France
- La responsabilité personnelle de chacun
- Un choix difficile pour les gouvernants
- Désarmement bien ordonné commence par soi-même
- Les citoyens doivent s'appropriier le débat
- Un référendum d'initiative populaire
- Quelques arguments
- Une nouvelle voix de la France
- Un débat démocratique

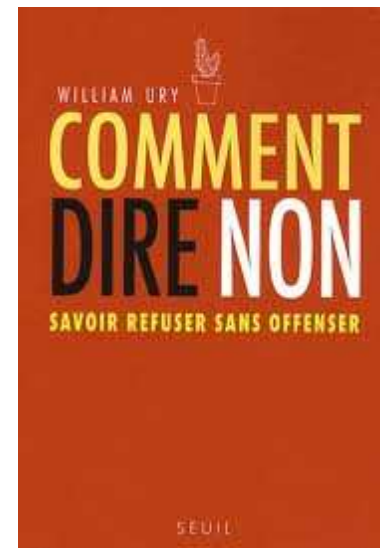
La France peut-elle renoncer à l'arme nucléaire ?

Si l'on a raison de penser,

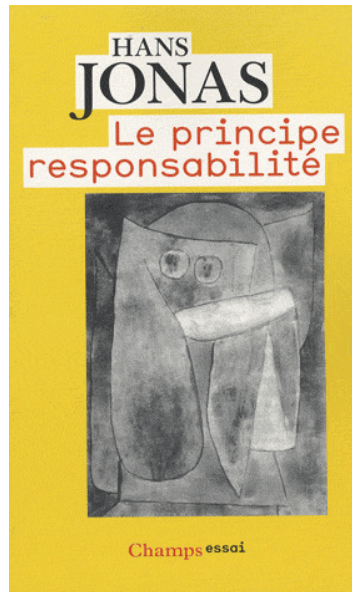
- d'une part, que la détention de l'arme nucléaire implique le reniement des **valeurs** de la civilisation qui confèrent à la vie humaine un caractère sacré,

- et d'autre part qu'elle ne contribue en **rien** à la **sécurité** de la France, mais qu'elle encourage la **prolifération** nucléaire,

alors, c'est un **impératif** catégorique que les Français y renoncent.



Un projet réalisable



Dans le nouveau paysage stratégique européen et mondial, cette décision est réaliste et donc réalisable, même si elle sera très difficile à réaliser, même si, peut-être, elle ne sera pas réalisée.

Que ce projet ne soit peut-être pas réalisé n'est aucunement une raison suffisante pour mettre en doute sa **pertinence** et **l'obligation morale** de vouloir le réaliser.

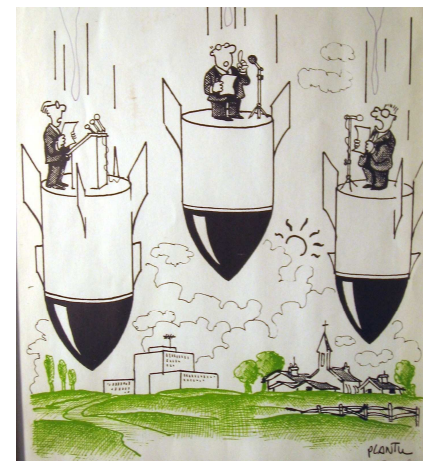
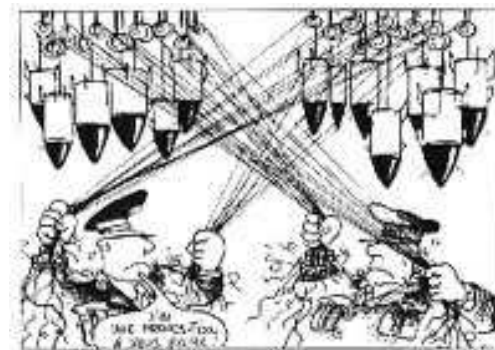
Le désarmement nucléaire unilatéral de la France relève de l'impératif moral le plus catégorique.

L'improbabilité du désarmement « multilatéral, progressif, simultané et contrôlé »

Face aux dangers de la prolifération, **l'élimination totale** des armes nucléaires apparaît à première vue comme la meilleure solution.

Mais sous son apparence réaliste, un tel projet est hors de portée. Il risque fort de n'être qu'un **vœu pieu**. Les probabilités que tous les États se mettent d'accord pour renoncer dans un même mouvement à l'arme nucléaire sont extrêmement faibles.

Le désarmement universel est en réalité une **utopie** bien plus grande que le désarmement nucléaire unilatéral de la France.



Une justification commode...



Proposer un désarmement universel arrange bien les affaires de certains chefs d'État, et notamment du Président de la République française. Car sa responsabilité personnelle se trouve alors diluée dans un processus multilatéral : chacun peut **prétexter l'armement** des autres pour justifier son propre armement.



Puisque « ce n'est pas demain la veille » que tous les dirigeants du monde décideront ensemble l'éradication totale des armes nucléaires, chacun peut **continuer à prétendre** qu'il est de son droit et de son devoir d'assurer la sécurité de son peuple, de maintenir et de moderniser ses propres armes...

Pour sortir de l'impasse

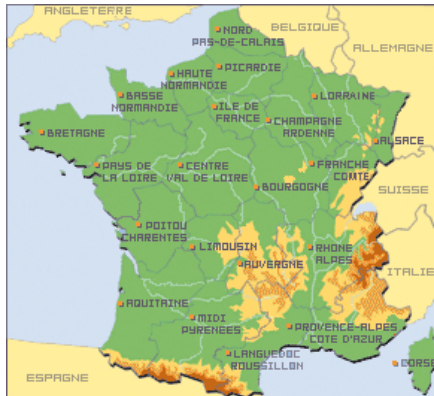
Il est injustifiable et irresponsable de prétendre lutter contre la prolifération nucléaire en perpétuant une **discrimination** entre cinq États qui ont le « droit » de détenir de telles armes et tous les autres.

Il n'y a que deux issues pour sortir de cette discrimination.

- La première, catastrophique, serait l'accession de tous les pays du monde à ce « droit ».
- La seconde est le **désarmement nucléaire**.



Le rôle de la France



Il est injustifiable et irresponsable de prétendre lutter contre la prolifération nucléaire en perpétuant une **discrimination** entre cinq États qui ont le « droit » de détenir de telles armes et tous les autres.

Il n'y a que deux issues pour sortir de cette discrimination.

- La première, catastrophique, serait l'accession de tous les pays du monde à ce « droit ».
- La seconde est le **désarmement nucléaire**.

La responsabilité personnelle de chacun

En consentant à la dissuasion nucléaire, je suis responsable des menaces qu'elle implique pour toute l'humanité aujourd'hui et demain. Je suis personnellement et collectivement responsable.

Pour vouloir désarmer, je ne dois pas attendre que **l'autre** veuille **également** désarmer, que tous les autres veuillent désarmer afin que nous puissions désarmer ensemble.



Je suis responsable de la politique de mon pays



J'ai l'obligation morale impérative de vouloir désarmer sans attendre la réciproque. La réciproque, ce n'est pas mon affaire. **La réciproque, c'est l'affaire des autres.** Mon affaire, c'est de désarmer ici et maintenant

Tout le monde est responsable du désarmement mondial et, quand tout le monde est responsable, personne ne se sent responsable.

En tant que **citoyen français**, je suis directement responsable du **désarmement français.**

Un choix difficile pour les gouvernants

La décision par la France de renoncer unilatéralement à la détention de l'arme nucléaire est un **choix possible** qui serait cohérent à la fois avec les exigences de la morale et avec les contraintes du réalisme politique. Et pourtant, il faut reconnaître que ce choix n'est, à court et à moyen terme, **peu probable**.

Les **obstacles** et les **freins**, les forces d'inerties sociales, les pesanteurs sociologiques, les blocages psychologiques, les préjugés idéologiques qu'il faudra surmonter pour l'inscrire dans la réalité sont aujourd'hui **trop puissants** pour que les dirigeants politiques osent prendre cette décision de leur propre initiative.



Désarmement bien ordonné commence par soi-même



Les Français **peuvent** vouloir renoncer à l'arme nucléaire. Sinon, l'histoire n'a aucun sens.

Est-ce probable ? La seule chose que l'on puisse dire est que la probabilité est non nulle.

La grande différence, c'est que les probabilités du désarmement nucléaire **universel** sont **virtuelles**, alors que celles du désarmement nucléaire **unilatéral** de la France sont **réelles**.

Les citoyens doivent s'appropriier le débat

Si les décisions concernant l'arme nucléaire restent au pouvoir des dirigeants politiques, des hommes d'État, des hommes de l'État, aucun processus de véritable désarmement ne pourra aboutir.

Or, jusqu'à présent, les **citoyens** et les citoyennes n'ont pas eu à cœur de s'approprier ce débat. Ils ont **laissé dire** et **laissé faire** les hommes de l'État qui se gardaient bien de leur demander leur avis.



Un référendum d'initiative populaire



Un référendum en France n'aurait de sens que s'il porte sur le désarmement nucléaire **unilatéral**.

Le désarmement nucléaire unilatéral de la France est possible non pas parce qu'il serait possible que les citoyen(ne)s puissent **convaincre** les décideurs français, mais parce que, en toute démocratie, il leur est possible de les **contraindre**.

Jamais les Français n'ont eu un quelconque droit de parole sur cette question, jamais ils n'ont eu leur mot à dire, **jamais ils n'ont été consultés**.

Un parcours d'obstacles, mais quel enjeu !

Un référendum peut aujourd'hui être organisé à l'initiative d'un cinquième des membres du Parlement, soutenu par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales (article 11 de la Constitution).

La première tâche est donc de lancer une pétition permettant aux **citoyens** d'exprimer leur volonté de libérer la France des armes nucléaires, et demandant le désarmement nucléaire unilatéral de la France.



Une nouvelle voix de la France



Une telle décision constituerait un événement dont la **portée internationale** serait considérable.

La capacité de la France de faire entendre **sa voix** dans les grands débats de la politique internationale et à construire des ponts entre les peuples ne serait non pas affaiblie, mais fortifiée.

On peut gager que partout dans le monde des femmes et des hommes salueraient la décision de la France comme un acte de **courage** qui leur redonne un peu d'**espérance**.

Quelques autres arguments



Le Président d'une République française dénucléarisée aurait d'autant plus de crédit pour conduire une politique étrangère **affranchie de la tutelle atlantiste**.

À moyen terme, l'arrêt des dépenses nucléaires de la France lui ferait faire des **économies** considérables alors que son déficit est très préoccupant.

Un débat démocratique



Les **sondages** qui montreraient qu'une majorité de Français est à ce jour favorable à l'arme nucléaire ne sont pas décisifs, puisque les citoyen(ne)s n'ont jamais eu la possibilité de débattre de cette question avec toutes les informations en mains.

Vouloir un référendum, c'est d'abord vouloir instaurer un **débat démocratique** dont les citoyen(ne)s ont toujours été privés.



Renouveler le climat politique

La discussion ainsi instaurée fera certainement apparaître dans les associations, les mouvements et les partis des **clivages** qui se situeraient **au-delà** de la traditionnelle opposition **droite / gauche**.

Les intellectuels, les autorités spirituelles, les chercheurs de sens de tous horizons auront un grand rôle à jouer dans ce débat de civilisation.



« La France est LE pays le plus qualifié »



« Le désarmement, tout le monde en parle, mais personne n'en veut en réalité. Si on y songeait sérieusement, quel est le pays qui aurait le courage de déclarer la paix au monde ? Un pays qui dirait : "Moi, je désarme", désarmement unilatéral ?

Ça serait, à travers le monde, une telle **flambée de stupéfaction** que là, peut-être, les choses changeraient.

La France est **LE** pays le plus qualifié pour un geste pareil, un geste qui aurait un retentissement prodigieux – j'allais dire cosmique. Là, les choses changeraient. »

Théodore Monod

Les carnets de Théodore Monod, Le Pré aux clercs, 1997, p. 236

La campagne lancée par le MAN

Le *Mouvement pour une Alternative Non-violente* a lancé une campagne de mobilisation en diffusant un « Appel en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la France » signé par 46 personnalités,

dont Guy Aurenche, Françoise Héritier, Stéphane Hessel, Albert Jacquard, Philippe Meirieu, Edgar Morin, Pierre Rabhi, Matthieu Ricard, Alain Touraine, Paul Virilio, Patrick Viveret.



Un document de 4 pages intitulé « Libérons la France des armes nucléaires » est également en circulation, de même qu'une pétition citoyenne que l'on peut signer en ligne sur le site Internet

3w.francesansarmesnucleaires.fr.

Donner sens à l'histoire

*« Le prestige appartient non pas à ceux qui possèdent des armes nucléaires, mais à **ceux qui y renoncent.** »*

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, allocution à Hiroshima le 6 août 2010

